

Au fond, le lecteur politiste trouvera peut-être deux principales faiblesses à ce volume. Tout d'abord, le livre n'offre pas vraiment de théorie des épurations dans les transitions. Pourtant, *Les fonctionnaires dans la tourmente* réunit suffisamment de matériau empirique pour s'atteler à cette tâche. On mesure sur ce point l'importance de l'approche résolument comparative qui y est adoptée : elle permet de contrôler les généralisations¹. Or, non seulement le livre permet une comparaison d'ensemble en raison de la réelle complémentarité des chapitres, mais de surcroît, la plupart d'entre eux sont eux-mêmes comparatifs, puisqu'ils analysent le plus souvent plusieurs épurations successives. On pourra noter ensuite que, mis à part le chapitre introductif qui mène une réflexion stimulante sur les concepts de transition et d'épuration, les autres sont presque exclusivement descriptifs et ne s'interrogent pas sur les concepts qu'ils utilisent. Il en découle un certain flou. Ainsi, si les auteurs étudient le plus souvent les épurations dans des contextes de transition, il arrive aussi qu'ils comparent dans leurs analyses des transitions avec, par exemple, des alternances politiques, sans s'interroger sur la différence entre une comparaison entre objets d'une même classe (transitions) et objets de classes différentes (transitions et alternances). Si les deux types de comparaison sont parfaitement possibles méthodologiquement, la démarche scientifique ne peut aboutir que si elle est fondée sur une réflexion et des choix méthodologiques mesurés. Les auteurs répondraient sans doute qu'ils ont opté pour une « lecture extensive de la notion de transition »², mais le politiste comparatiste tend à se méfier de l'« étirement des concepts » (*conceptual stretching*)³ : ce que l'on gagne en inclusion est inévitablement perdu en précision.

Enfin, cette note critique amène à s'interroger une fois encore sur le dialogue entre historiens et politistes. Le reproche de manque de théorisation renvoie à une assez classique division du travail entre historiens et politistes, les premiers focalisant avant tout (mais pas exclusivement) sur le

faits et les seconds avant tout (mais pas exclusivement) sur les concepts et les théories. Ce qui est une vertu pour les uns apparaît nécessairement comme un manque chez les autres, et vice versa. Loin de conclure à un intérêt limité de la lecture croisée des travaux des deux disciplines, ce livre est au contraire une justification pour développer davantage encore le dialogue entre elles. Elles savent se rejoindre et se compléter sur certains objets d'étude communs, comme les épurations administratives. Le dialogue a fonctionné dans un premier sens, puisque les auteurs se sont servis des travaux de science politique (notamment) pour introduire le concept de transition dans l'étude de l'histoire des épurations administratives, même si cette importation révèle encore des incertitudes. De leur côté, les politistes peuvent enrichir leur connaissance des mécanismes épurationnaires grâce à ce livre qui leur fournit une quantité très appréciable d'informations empiriques. Informations grâce auxquelles ils pourraient tenter de formuler une théorie des épurations administratives à l'aide des concepts qu'ils ont forgés et sont peut-être mieux à même d'utiliser. Dès lors, *Les fonctionnaires dans la tourmente* est un livre dont on peut sans hésitation conseiller la lecture à quiconque s'intéresse aux épurations administratives. Tout d'abord, on y apprend beaucoup de choses et ensuite, grâce à la richesse du matériau qu'il présente, l'ouvrage stimule la réflexion sur ce sujet.

Magali Gravier –

Department of Business and Politics
Copenhagen Business School

Norbert Elias en Amérique⁴

Les Américains sont-ils si différents de nous ? Pour répondre à cette question « obsédante », deux types d'approches opposés ont successivement prévalu : les premières, telle la « théorie des germes », surestimant l'héritage européen des premiers colons et des pères

1. Giovanni Sartori, « Comparazione e metodo comparato », *Rivista Italiana di Scienza Politica*, 20 (3), 1990, p. 397-416.

2. Marc Bergère, Jean Le Bihan, « Épurations administratives et transitions politiques en France à l'époque contemporaine. Bilan et perspectives de recherche », dans M. Bergère, J. Le Bihan (dir.), *Les fonctionnaires dans la tourmente...*, *op. cit.*, p. 9-45, dont p. 26.

3. Giovanni Sartori, « Concept Misformation in Comparative Politics », *American Political Science Review*, 64 (4), décembre 1970, p. 1033-1053, dont p. 1036.

4. À propos de Stephen Mennell, *The American Civilizing Process*, Cambridge, Polity, 2^e éd., 2008, XII+388 p., bibliographie, index.

fondateurs ; les secondes nourrissant au contraire la thèse de l'exceptionnalisme américain, comme dans le célèbre article de Turner (1893) consacré à la frontière, selon lequel l'Amérique est un recommencement permanent.

Le problème, selon Stephen Mennell, c'est que ces dichotomies statiques ne peuvent pas réellement envisager qu'il existe à la fois une « dette » par rapport à l'Europe, et une certaine autonomie dans le développement politique et social américain, qui va croissant à mesure que le rapport de force penche, de plus en plus nettement, en faveur des États-Unis. Autrement dit, pour comprendre comment les différentes caractéristiques, supposées distinctives, du parcours américain sont liées entre elles et ont évolué toutes ensemble, l'usage d'un modèle théorique à la fois processuel et relationnel s'impose. Sans surprise, c'est la théorie du processus de civilisation de Norbert Elias qui servira de guide, non pas en dépit mais plutôt en vertu du fait que cette sociologie historique s'est principalement intéressée à l'évolution des sociétés européennes sur la longue durée.

La sociologie historique de Mennell, quant à elle, s'inscrit résolument dans une perspective comparative. Et s'il s'agit surtout d'éclairer le procès de civilisation américain à la lumière du procès de civilisation européen, l'inverse est vrai aussi. Fidèle à l'esprit d'Elias qui voyait le sociologue comme un « chasseur de mythes », la comparaison États-Unis/Europe vise en effet à désidéologiser tout autant la question de l'exceptionnalisme européen que son pendant américain. Telle n'est pas cependant la seule ambition de l'ouvrage, qui entend contribuer à faire reconnaître, enfin, l'importance de la pensée du maître outre-Atlantique. Non seulement l'auteur propose une actualisation brillante des thèses d'Elias, en offrant, de manière pédagogique qui plus est, une des interprétations parmi les plus fidèles et, en même temps, les plus subtiles qu'elles aient jamais reçues, mais encore Mennell entreprend de mettre une pensée à l'épreuve. Les travaux de la maturité prenaient-ils pour objet « l'humanité dans son ensemble » ? Sans exclusive aucune du côté des matériaux et des sources utilisés, il s'agit, après en avoir rappelé les grandes lignes, de tester avec une (trop) grande humilité la pertinence du modèle éliasien pour

expliquer-comprendre le devenir d'un « Autre » finalement très proche.

L'architecture même de l'ouvrage emprunte explicitement au texte de 1939¹. Le premier chapitre revient ainsi sur la référence répétée à la notion de civilisation dans le contexte de l'après-11 septembre. Au-delà de la dénonciation de son usage manichéen, voire déshumanisant, notamment à l'égard des musulmans, Mennell rappelle que la civilisation, en son acception courante, concerne aux États-Unis comme ailleurs les moyens par lesquels un groupe humain exprime sa supériorité sur les autres. Dans le cas des États-Unis toutefois, l'idée de progrès permanent, teintée d'un irrépressible optimisme, occuperait une place tout à fait spécifique. Pour le comprendre, l'auteur remonte aux débuts de l'État américain à l'époque des Lumières et met en exergue l'influence de la philosophie de Thomas Jefferson. Sa confiance dans la nature humaine, cohérente avec l'idée, valorisée au plus haut point, de *self-government*, aurait favorisé la prédilection pour un gouvernement minimal et, plus largement, une sous-estimation du besoin continu d'une monopolisation effective de la violence légitime par l'État, avec des conséquences à long terme, comme la faiblesse de la législation sur le contrôle des armes. L'oubli du caractère réversible de tout processus de pacification sociale n'est certainement pas une caractéristique américaine. Mais les Américains furent d'autant moins conscients de l'importance de « curialiser » leurs propres guerriers que les groupes blancs dominants venaient d'Europe, où une noblesse de cour avait remplacé depuis longtemps la noblesse d'épée (p. 39). Le chapitre 2, « "Fellow Americans" and Outsiders », rappelle, pour compléter le tableau, que l'image du « nous » se construit toujours en lien avec une image du « eux », rôle joué ici à la fois, mais différemment, par les *Native Americans*, les Noirs et, bien sûr, les Européens.

Après avoir tenté de comprendre le caractère national américain « de l'intérieur », à partir du point de vue des Américains eux-mêmes, Mennell propose d'adopter un regard plus distancié et d'examiner les processus concrets qui permettent de rendre compte de la psychogenèse et de la sociogenèse de l'*habitus* social, individuel et collectif, dominant aux États-Unis. Suivant toujours

1. Norbert Elias, *Über den Prozess der Zivilisation* (Basel, Verlag Haus zum Falken, 1939), partiellement traduit en français sous la forme de deux livres séparés : *La civilisation des mœurs* (Paris, Calmann-Lévy, 1973) et *La dynamique de l'Occident* (rééd. : Paris, Pocket, 1975).

Elias, l'auteur envisagera d'une part l'évolution des mœurs, d'autre part les modalités du processus de formation de l'État. Entre ces deux parties, qui ne peuvent se comprendre l'une sans l'autre même si chaque chapitre peut effectivement se lire comme un essai, la réflexion sur la violence et l'agressivité représente une charnière décisive, exactement comme dans l'œuvre majeure d'Elias.

Pour Tocqueville, on le sait, l'égalité des conditions caractéristique de la société américaine sous Jackson faisait des États-Unis l'avant-garde de la démocratie en même temps qu'elle se serait traduite dans les mœurs les plus quotidiennes. Partant du travail réalisé par Schlesinger (1947, cité p. 53 et suiv.) sur les *American manners books*, Mennell reconnaît les traits qui impriment aux mœurs américaines une tonalité propre, tout en soulignant l'illusion rétrospective qui consiste à voir la société américaine comme ayant toujours été *militantly egalitarian*. Les journaux et récits de voyage, de leur côté, dressent le portrait d'une société où demeurent des disparités régionales et sociales fortes du fait de l'absence d'une seule *model-setting class* dominante, absence que l'auteur identifie d'ailleurs comme la seule différence majeure avec l'Europe.

Reste que nombre de quasi-aristocraties (étudiées au chapitre 4) tentent, plutôt vainement, de jouer le rôle d'équivalent fonctionnel de la noblesse héréditaire dans la société de cour européenne. Très différentes au Nord et au Sud, elles ont cependant laissé leurs marques sur le caractère social américain. On se délectera tout particulièrement des passages consacrés à la « plantocratie » sudiste et à l'éthique guerrière peu civilisée – ou « moins civilisée » (p. 91) – des *American Junkers*, qui rappellent leurs homologues prussiens. « Civilisée » au sens « technique » du terme, précise Mennell, c'est-à-dire tel que défini par Elias par la prédominance (progressive et relative), dans la régulation du comportement, du poids des auto-contraintes individuelles par rapport aux contraintes externes. Si la guerre de Sécession met fin au règne des propriétaires d'esclaves, l'héritage de leur code d'honneur demeurerait, même atténué, 150 ans plus tard, jusque dans les discours des porte-parole militaires actuels. L'inversion, depuis les années 1970, des équilibres économiques entre le Nord et le Sud et le réaligement politique à la même période se sont en outre accompagnés d'un retour plus général à la tradition sudiste, qui supprime celles des élites éduquées et des grandes familles du Nord. On

notera aussi l'absence significative d'une aristocratie de la fonction publique, symptomatique d'un *habitus* social beaucoup moins orienté vers l'État que vers le marché (analysé chapitre 5).

Renforcé par les pressions au conformisme consommatoire et culturel (la tyrannie de la majorité) nourries par une institution du marché sans réel contre-pouvoir régulateur, le « style égalitaire », qui a incontestablement marqué les observateurs de la société américaine à différentes époques, s'est forgé, nous rappelle l'auteur, dans un processus excluant peu ou prou les immigrants, et avant cela les esclaves et surtout les Indiens. Comment, à ce sujet, échapper au jugement moral, se demande Mennell qui y parvient plutôt bien, quand on songe qu'entre l'Indépendance et la fermeture de la frontière, 800 traités ont été conclus avec les nations indiennes, que le Sénat a refusé de ratifier 430 d'entre eux et que les 370 autres ont tous été violés sans exception (Inouye, 1992, cité p. 193). D'un autre côté, le renforcement, ces dernières décennies, d'inégalités économiques déjà structurellement fortes ne semble miner ni le respect des règles, ni la force des sentiments positifs du « nous ». Comme si le fait d'être devenu le *model-setting center* du reste du monde (de manière paradoxale pour un pays qui n'a pas connu d'équivalent interne) et un patriotisme effectivement exceptionnel empêchaient le développement de « nous » alternatifs et pluriels à l'intérieur de la société américaine, en quelque sorte unifiée par le culte du drapeau.

Dans le chapitre 9, l'auteur reviendra sur les luttes et les conflits qui ont pourtant jalonné l'histoire des États-Unis : l'urbanisation, l'immigration, l'effondrement de la guerre civile. Avec la même idée force : l'allongement des chaînes d'interdépendances mises en évidence par Elias et l'inéluctable intégration qu'elles impliquent ne se sont pas traduits aux États-Unis par « l'élargissement du cercle de l'identification mutuelle », cette idée que l'on trouve au cœur de la théorie du procès de civilisation quand celle-ci assume la mise au jour de certains progrès, au sens fort. Ou plutôt, par le biais de l'*American dream* (chapitre 10), cette identification opère-t-elle de manière asymétrique, du côté seulement des plus démunis, de ceux que la croyance bien peu réaliste en l'égalité des chances a tôt fait de stigmatiser comme inférieurs.

Peu stratifiée mais profondément inégalitaire, la société américaine est-elle particulièrement

violente, ou s'agit-il d'un autre mythe à chasser ? Tel est l'objet du chapitre 6 (« Violence and Aggressiveness »), sans doute le plus édifiant du point de vue de la comparaison États-Unis/Europe et le plus décisif à l'appui d'une thèse plus nuancée qu'il y paraît. Pourquoi voit-on la société américaine comme particulièrement violente ? Parce qu'elle l'est !, répond Mennell, chiffres à l'appui. Si, sur le temps long, les tendances sont comme en Europe à la baisse, le niveau de violence a toujours été, à quelque période que ce soit, plus élevé aux États-Unis, plus encore si l'on considère les taux actuels de certaines formes de criminalité. Pourquoi ? L'hypothèse d'une *gun-fighter nation* (Slotkin, 1992, cité p. 136) ou le *Strain of Violence* épinglé par Brown (1975, cité p. 137 et suiv.) doivent être relativisés. L'importance des traditions « culturelles », par exemple, est loin d'être comparable au Nord et au Sud, où l'héritage de l'esclavage et du *lynching* semble déterminant. Par ailleurs, la force du mythe romantique de la frontière ou l'institutionnalisation dans le droit du recours à la violence privée (le fameux « *no duty to retreat* ») doivent elles-mêmes être expliquées. L'analyse de Mennell privilégie ici une piste controversée, celle de la « démocratie venue trop tôt ». Se défendant d'adopter un point de vue moral, et dans une veine parfaitement éliassienne, Spierenburg (2006, cité p. 143 et suiv.) avance en effet que l'absence, aux États-Unis, d'une phase de centralisation du pouvoir étatique (laquelle avait pris plusieurs siècles en Europe) a empêché les habitants de s'habituer au fait d'être désarmés. Quant à la peine de mort – abolie très précocement dans certains États américains, ne raillons pas trop vite Tocqueville... – sa persistance devrait aussi se comprendre en regard d'un processus de monopolisation de la violence par l'État moins abouti, et dont la légitimité n'a cessé d'être contestée.

À ce point, les différents éléments de la démonstration convergent pour rappeler l'importance du processus de formation de l'État, y compris en son caractère accéléré et inachevé, quand la plupart des travaux sur l'histoire politique des États-Unis concernent plutôt le *nation-building*. Au chapitre 7 (« And Wilderness is Paradise Enow... »), Mennell examine ainsi l'impact des luttes éliminatoires territoriales depuis les premières colonies jusqu'à l'Indépendance, à la fois comparables et décalées par rapport à celles qui menèrent à l'établissement des grandes monarchies européennes, mettant surtout aux prises des acteurs plus

diversifiés. Les Indiens – presque systématiquement absents des ouvrages sur la nation américaine, comme dans celui de Lipset (1963), qui fit date –, les puissances coloniales, les grandes compagnies marchandes ayant tous d'une certaine manière contribué à façonner une Union qui n'avait d'union que le nom... avant qu'elle devienne un empire (chapitre 8). Revenant sur l'histoire de la doctrine Monroe (« *Sovereignty* » as a function of power ratios, p. 190 et suiv.), Mennell montre que, sur le long terme, le rapport de force entre les États-Unis et leurs rivaux n'a cessé d'évoluer en faveur des premiers. Il s'agirait d'une expérience tout à fait inédite. Non seulement celle-ci fait de l'expansion un processus de plus en plus planifiable et planifié, ce qui va à l'encontre des analyses d'Elias, mais encore cette accumulation quasi illimitée des chances se traduirait, dans l'*habitus*, par un sentiment de supériorité ancré dans une conception extrême de la souveraineté individuelle, et par une très faible capacité de réflexivité collective. Du fait de leur position, les États-Unis ne peuvent se voir comme les autres les voient, ni même comme une nation parmi d'autres (plus faibles) (p. 213). Il en résulte aussi une société qui ne peut que se sentir menacée en permanence, où les peurs en tous genres nourrissent une religiosité (traîtée chapitre 11) hautement fantasmagorique, et où la croyance en Dieu – soit une contrainte externe – apparaît encore largement comme une condition de moralité. Une société peu, ou « moins », civilisée, au fond. Pis : une société en procès de « décivilisation ». Toujours au sens « technique », et non normatif, bien sûr... Quoi qu'il en soit, les Européens auraient tort de se réjouir ou de donner des leçons : « notre » société, après tout, n'est pas si différente de la « leur ».

Stephen Mennell ne s'en cache pas : il ne partage pas l'optimisme désenchanté dont Elias faisait preuve. Mais il honore bien par contre le principe d'une compréhension distanciée. Avec l'humour – n'est-il pas savoureux de voir Max Weber taquiné à l'anglaise ? (p. 108) –, le souci constant de situer le point de vue marque ce bel exemple de sociologie historique, qui ne renonce pas à la perspective explicative tout en invitant à la discussion, voire à la réfutation, ce que l'approche globalisante d'Elias n'a pas toujours permis. Érudite et passionnant, rigoureux et drôle, l'ouvrage de Stephen Mennell n'aurait pratiquement reçu aucun écho auprès du public universitaire américain auquel il était adressé.

Florence Delmotte -

Fonds de la recherche scientifique (F.R.S.-FNRS)
Facultés universitaires Saint-Louis, Bruxelles